

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DS38/1

G/L/71

S/L/21

13 mai 1996

(96-1850)

Original: anglais

ETATS-UNIS - LOI POUR LA LIBERTE ET LA SOLIDARITE DEMOCRATIQUE A CUBA

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 3 mai 1996, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne et la Mission permanente de l'Italie, pour le Conseil des Communautés européennes, à la Mission permanente des Etats-Unis est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

La Communauté européenne et ses Etats membres ont l'honneur de vous faire parvenir une demande de consultations avec les Etats-Unis d'Amérique, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), au sujet de la Loi de 1996 pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba (LIBERTAD), des autres dispositions législatives qui y sont intégrées et de toutes les mesures prises pour la mettre en vigueur.

La Communauté européenne et ses Etats membres tiennent à faire savoir qu'ils sont profondément préoccupés par le fait qu'il apparaît que certains aspects de la Loi, y compris les autres dispositions législatives qui y sont intégrées et toutes les mesures prises pour la mettre en vigueur, ne sont pas conformes aux obligations internationales résultant pour les Etats-Unis du GATT de 1994 et de l'AGCS. Ces préoccupations tiennent en particulier aux éléments ci-après, qui ne sont pas nécessairement les seuls en cause:

La Loi pour la démocratie à Cuba et son homologue, la Loi pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba, contiennent un certain nombre de dispositions qui ont pour objet et pour effet de limiter la liberté de la CE d'exporter à destination de Cuba ou de faire le commerce de produits d'origine cubaine, et d'empêcher les navires sous pavillon communautaire et leur cargaison de transiter librement par des ports des Etats-Unis.

En outre, certaines dispositions exigent que des certificats soient fournis pour le commerce du sucre cubain. Faute de tels certificats, l'accès au contingent de sucre des Etats-Unis est refusé.

Enfin, certaines mesures peuvent aboutir au refus d'accorder des visas et à l'exclusion du territoire des Etats-Unis des personnes qui ne sont pas des ressortissants de ce pays, d'une manière qui peut contrevenir aux engagements souscrits par les Etats-Unis dans le cadre de l'AGCS.

./.

La Communauté européenne et ses Etats membres considèrent que ces mesures et les mesures comparables prises en vertu des deux lois susmentionnées pourraient ne pas être conformes aux dispositions ci-après, à tout le moins: articles premier, III, V, XI et XIII du GATT de 1994 et articles premier, III, VI, XVI et XVII de l'AGCS, eu égard en particulier à l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.

J'attends votre réponse à la demande de la Communauté européenne et de ses Etats membres et espère qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour ces consultations.